



Jeudi du pS-Eau du 14 Novembre 2019

à la Maison des solidarités locales et internationales de Lyon, de 18h à 20h

MOT D'OUVERTURE

Le mot d'accueil du Jeudi a été donné par M. Pierre Vial, président de la Maison des solidarités locales et internationales de Lyon, qui a indiqué que cet atelier était le premier événement marquant la collaboration entre la Maison des solidarités et le pS-Eau.

M. Vial a rappelé les missions de son association : un lieu d'accueil favorisant l'engagement citoyen grâce à l'accompagnement des personnes engagées dans des actions de solidarité et la mise à disposition de ressources et d'outils pédagogiques.

Ana Sanchez du pS-Eau a remercié la Maison des solidarités pour son accueil et a rappelé les objectifs des Jeudis du pS-Eau : un rendez-vous trimestriel du réseau en France, pour se rencontrer et échanger autour d'un thème ou d'un sujet d'actualité.

[>> télécharger les supports de présentation](#)

INTRODUCTION : QUELQUES RAPPELS SUR L'EAU ET LE CLIMAT

Présentation par Colette Génevaux (pS-Eau)

Depuis 2015, le pS-Eau est mobilisé sur la thématique du changement climatique afin de **mieux connaître les risques** liés au dérèglement climatique pour les services d'eau et d'assainissement et **contribuer à la réflexion sur les options d'atténuation et l'adaptation** dans les pays en développement.

Les enjeux sont importants : il est avéré que les effets du dérèglement climatique ont des impacts directs sur les épisodes de maladies d'origine hydrique. Outre les risques sur la santé, le manque d'accès à l'eau et à l'assainissement peut avoir des impacts sociaux, économiques et environnementaux forts, qui sont exacerbés par les aléas climatiques.

Dans ce contexte, il est urgent pour les acteurs du secteur de l'eau et de l'assainissement de comprendre les liens entre aléa climatique et impacts sur l'eau ou sur l'assainissement. Pour faciliter cet exercice, le pS-Eau a produit un guide « [Les services d'eau et d'assainissement face au changement climatique](#) ». Il permet notamment de visualiser les impacts en fonction des aléas. Il donne également des pistes de réflexion pour la mise en œuvre de mesures d'adaptation ou d'atténuation (i.e. les mesures visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre).

Quelques exemples :

- Les remontées salines dans les zones côtières, qui peuvent être dues à la montée du niveau des mers peuvent provoquer l'arrêt du service (eau salée imbuvable). Une réflexion nécessaire dans ce contexte est de diversifier les sources d'eau potable (par des transferts d'eau par exemple) et de prendre des mesures concertées pour une meilleure répartition des usages de l'eau.
- L'augmentation des sécheresses, alliée à une variabilité des régimes pluviométriques peuvent également provoquer des arrêts du service du fait du manque d'eau (abaissement du niveau des nappes phréatiques par exemple). Outre les enjeux sanitaires liés à un mauvais accès à de l'eau de qualité, l'augmentation de la pénibilité de la corvée d'eau (aller chercher l'eau plus loin ou la pomper plus profond) a des conséquences négatives sur le bien-être des femmes et des filles, qui sont le plus souvent responsable de la collecte de l'eau. S'adapter passe alors par un ensemble de mesures telles que l'optimisation du système (diversification des sources, accroissement de la capacité de stockage, interconnexion des réseaux, choix des technologies, etc.) mais aussi des mesures de protection et de gestion des ressources.
- Les pluies violentes et événements extrêmes, pouvant engendrer des inondations sont très impactants pour le service d'assainissement : outre la destruction des infrastructures (latrines mal construites par exemple), les inondations peuvent aussi perturber les maillons intermédiaire et aval (problèmes d'accès pour la vidange, dysfonctionnement des stations de traitement, etc.). L'adaptation peut alors passer par une meilleure conception des ouvrages (latrines « standardisées » par exemple) mais aussi le développement d'une « culture du risque », avec la mise en place de procédure d'information et d'alertes et un travail avec les services de gestion des eaux pluviales.



Ces exemples, qui montrent l'intérêt d'avoir une réflexion spécifique en fonction des divers aléas climatiques qui peuvent affecter la localité, soulignent également l'importance d'impliquer dans la réflexion les acteurs travaillant sur les autres usages de l'eau et notamment ceux de la gestion intégrée des ressources en eau et de l'agriculture, etc.

Réactions et débat

Où trouver des données hydrologiques et climatiques dans les pays d'intervention ?

Il est important de pouvoir disposer de données fiables, en nombre et quantité suffisantes. Lorsqu'elles sont disponibles, ces informations sont généralement collectées au niveau national, au sein de la direction générale des ressources en eau. Les informations peuvent aussi être collectées au niveau des ONG.

Cependant, il est souvent compliqué de trouver de bonnes données au niveau local. Ainsi une [publication du PFE](#) observait qu'à partir des années 1980 on observe « dans de nombreux pays africains une diminution considérable de la densité des stations observées et, par voie de conséquence, des données hydrométriques ».

Pour des données climatiques au niveau national, on peut aussi consulter le site <https://climateknowledgeportal.worldbank.org> développé par la Banque Mondiale.

Y a-t-il des exemples à partager en termes d'adaptation ?

En France, chaque Agence de l'eau a mis au point sa propre stratégie d'adaptation au changement climatique. En Afrique, bien que les impacts soient déjà visibles, on manque encore de recul et de remontée d'information pour beaucoup d'interventions. Un des exemples souvent présenté dans les conférences internationales est celui de l'Éthiopie : le pays a mis en place stratégie nationale de résilience au changement climatique. Les études réalisées et le processus d'élaboration de cette stratégie ont été soutenus par l'OMS.

Comment prendre en compte les enjeux climatiques alors que les scénarios futurs sont imprévisibles ?

Bien que les scénarios de réchauffement climatique futurs sont incertains, puisqu'ils dépendent de notre capacité à réduire aujourd'hui nos émissions de gaz à effet de serre, il est possible d'agir, en privilégiant des solutions qui aient des impacts positifs quels que soient les scénarios futurs : c'est ce qu'on appelle des solutions sans regrets. Par exemple, les mesures de gestion des eaux pluviales dites « douces » privilégiant l'infiltration, la valorisation ou réutilisation des nutriments issus des sous-produits de l'assainissement ou les solutions fondées sur la nature (préservation, restauration ou gestion d'écosystèmes).

L'EAU ET SES USAGES AGRICOLES : QUELQUES ACTIONS D'ADAPTATION FACE AUX IMPACTS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Présentation par Marie Bonnard (AVSF)

Marie Bonnard est chargée de programme « Agriculture paysanne, ressources naturelles et changement climatique » au sein de l'association Agronomes et Vétérinaires Sans Frontières (AVSF). Basée en Haïti pendant plusieurs années, elle est rentrée en France depuis l'été 2019. Elle est formée en hydrologie et a précédemment travaillé dans un syndicat d'eau.

Elle a présenté plusieurs exemples concrets des impacts du changement climatique en Haïti et les solutions mises en œuvre par AVSF pour y répondre.

Haïti est un pays très montagneux, confronté à une forte pression démographique.

Du fait de la topographie, le travail sur la gestion des eaux de ruissellement via la reforestation est très important pour éviter l'érosion. Ce travail doit se faire en parallèle d'un travail avec les populations, qui dépendent des cultures maraîchères et des arbres fruitiers pour se nourrir.

Les impacts du changement climatique sont importants sur l'agriculture (cf. diapositive 12) : destruction des cultures (sur les photos, on voit les plantations de bananiers détruites suite au passage de l'ouragan Matthew en 2016), avec une perte des récoltes. Autres impacts : manque d'eau, perturbations des périodes de travail dans les champs, apparitions de maladies et prolifération de rongeurs...

Comment agir :

1. En amont : favoriser l'infiltration pour la recharge de nappes grâce à la reforestation,
2. Mieux répartir les usages de l'eau : améliorer la gestion de l'eau et prévoir la gestion de conflits, grâce à une répartition équitable et raisonnable de l'eau pour les différents usages.
3. En aval : travailler dans les zones agricoles sur la gestion de risques.



Exemple 1 : Appuyer l'agroforesterie en amont des bassins versants

Les interventions d'AVSF sont réfléchies dans une optique de pérennisation de l'entretien des cultures développées : outre l'objectif de lutte contre l'érosion, les plantations doivent participer à l'amélioration des moyens d'existence des populations (alimentation, emploi, etc.). Le choix des cultures doit permettre aux paysan·ne·s de vivre et développer une activité économique, ce qui garantit la pérennité du projet.

Ainsi AVSF met en œuvre des actions d'agroforesterie, qui développe sur un même espace des cultures à trois niveaux : une culture de rente telle que le café ou le cacao, des arbres forestiers qui peuvent être valorisés (bois) ainsi qu'une culture maraîchère sous le couvert des arbres. Des coopératives de paysans sont également créées.

Le projet d'AVSF a notamment encouragé la régénération de plantations de cacao qui étaient abandonnées du fait du manque d'entretien, en fournissant un soutien initial aux coopératives de paysannes.

Liens pour approfondir :

- www.avsf.org/fr/posts/832/full/du-cacao-de-qualite-et-equitable-en-haiti
- www.avsf.org/fr/posts/1868/full/les-experiences-innovantes-d-avsf-un-cacao-paysan-de-qualite-et-certifie-en-haiti

Exemple 2 – Améliorer la gestion de l'eau en plaine irriguée par le renforcement d'une association de paysans

Contexte : un périmètre irrigué sur une surface de 3 300 ha sur le bassin versant de la Ravine du sud. 3 000 familles sont présentes. Une diminution de la ressource est observée, générant des conflits sur les usages de l'eau.

Missionnés par l'Etat Haïtien, AVSF en partenariat avec l'ISODE a accompagné un processus de résolutions des conflits liés à l'eau sur le bassin versant, via l'animation d'un jeu de rôle.

Suite à une étude diagnostic du bassin versant et notamment l'élaboration d'une cartographie de la zone, l'ISODE a conçu un plateau de jeu reprenant la situation du bassin versant et la répartition des cultures et usagers, avec l'appui de l'association d'irrigants locale.

Un jeu de rôle a ensuite été animé en plusieurs ateliers faisant participer les communautés du territoire. Les personnes sont regroupées par groupe d'usagers et par maille hydraulique. Le jeu permet de faire comprendre le cycle de l'eau dans le bassin et les pressions exercées sur la ressource, via la modélisation de l'écoulement des eaux et de son utilisation. Dans un second temps, des discussions sont menées pour tenter de définir une répartition équitable de l'eau. Le biais du jeu, où les personnes jouent un rôle ayant des intérêts différents de ceux qu'elles possèdent dans la réalité permet une discussion plus apaisée.

Liens pour approfondir :

- Une note synthétique sur le jeu de rôle comme outil pour la gestion sociale de l'eau : <https://www.avsf.org/fr/posts/2281/full/un-jeu-de-roles-pour-les-irrigants-du-perimetre-d-avezac-en-haiti>
- Le film sur le jeu de rôle: <https://drive.google.com/open?id=13XCQn0gNrJlq1DCvIV5la0fiZ2ZXjDWx>

Exemple 3 : Amélioration du stockage de l'eau par l'association Un enfant par la main / SOS ESF

Un exemple de stockage de l'eau dans une ravine, par l'infiltration des eaux de pluie grâce à la construction de seuils maçonnés. Sur les photos (diapositive 21), on observe une meilleure végétalisation au niveau des seuils. Cependant, une difficulté est ce que ces ouvrages coûtent chers (trop pour que ce soit abordable par les populations), d'où la nécessité d'un financement extérieur (par des projets subventionnés).

Réactions et débat

Les participant·e·s ont apporté des témoignages sur les impacts du changement climatique en Afrique subsaharienne et/ou les actions menées pour s'adapter à ces impacts :

- Au Burkina-Faso, dans le village de Coubry, HSF a installé un système de pompage solaire pour l'irrigation. Ils ont également développé des cultures de moringa permettant de traiter l'eau, avec du maraîchage sous le moringa. Une des difficultés reportées est le phénomène d'urbanisation qui impacte la mise en œuvre ;
- Un autre exemple cité pour le Burkina Faso était l'utilisation de techniques paysannes, dans un contexte d'aridité et de sécheresse. Ainsi l'utilisation des zai : une technique originaire du nord du Burkina qui consiste à faire des petits trous de 20 à 40cm de profondeur et d'un diamètre de 10 à 20cm, parfois protégés par une demi-lune qui retient les matières organiques et protège du vent et des pluies. Grâce à cette technique, le Burkinabè Yacouba Sawadogo, « l'homme qui a arrêté le désert » a reçu le prix Nobel alternatif en 2018.

CONCLUSION

Par Ana Sanchez (pS-Eau)

Ana Sanchez a remercié toutes les personnes pour leur participation.

Elle a rappelé que, bien que les actions d'adaptation au changement climatique ou même d'atténuation dépendent des contextes, des projets, il est important d'intégrer une « vision climat » en amont des projets afin d'avoir une vision globale de la situation. La prise en compte des aléas du changement climatique dès le montage de projets permet d'anticiper les impacts potentiels et réduire les risques pour les services d'eau et d'assainissement. Ce Jeudi du pS-Eau montre également la nécessité de collaborer avec les autres secteurs dont l'agriculture ; et comment une démarche concertée permet de diminuer les risques de tension sur les ressources en eau.

